



19.037

Stop der Hochpreisinsel – für faire Preise. Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag**Stop à l'îlot de cherté – pour des prix équitables. Initiative populaire et contre-projet indirect****BENDAHAN SAMUEL**

Vaud

Groupe socialiste (S)

Bendahan Samuel (S, VD): J'attends la sortie, prévue dans deux jours, d'un jeu vidéo extraordinaire. J'ai regardé sur Internet combien j'allais le payer. J'ai vu qu'il coûtait 29 dollars sur une plateforme de distribution en ligne. 29 dollars, ça va, ce n'est pas très cher. En plus, avec tous les problèmes de franc fort auxquels nous sommes confrontés, cela sera encore moins cher en Suisse. Puis, je me connecte sur mon propre compte sur cette même plateforme de distribution électronique. Je me dis qu'avec le taux de change du dollar, cela me coûtera seulement 25 francs suisses. Résultat, en francs suisses: le même produit, distribué de la même façon par voie électronique, au lieu de 29 dollars, donc 25 francs suisses, je le paie 50 francs suisses, et ce, sans

AB 2020 N 210 / BO 2020 N 210

opportunité, au travers de cette plateforme dominante sur le marché, de faire autrement, si ce n'est de faire semblant d'habiter ailleurs.

Cette situation, qui existe dans plein d'autres domaines, est absolument inacceptable. Je pense qu'on peut saluer la volonté des initiants de s'attaquer à cette problématique de la domination de certains groupes, ou de certaines entreprises, qui profitent de certaines situations pour faire varier les prix en fonction de leurs clients, sans justification par rapport aux produits. A quoi donc sert le pouvoir d'achat si on adapte tous les prix en fonction de ce pouvoir pour les biens de base? A rien.

Ce prix abusif n'est pas constitué d'éléments objectifs. C'est bien pour cela que cette initiative est intelligente. Evidemment, si la production est meilleure, parce que les employés ont été mieux payés ou parce qu'elle satisfait à de meilleures conditions écologiques, on peut comprendre que le prix soit plus élevé. C'est d'ailleurs ce que nous défendons. Mais avec cet objet, il est question de contrer le fait que des entreprises ou des organisations font payer une surtaxe aux Suisses sans changer un chouïa la méthode de production, les conditions ou la qualité du produit. C'est inacceptable, d'autant plus avec l'évolution contemporaine des types de marché auxquels nous avons affaire.

Avec le 4.0 et les nombreux types nouveaux d'entreprises, on se retrouve avec de plus en plus de sortes différentes d'entreprise dominante. Par exemple, dans les technologies, certaines solutions ne sont proposées que par une entreprise, que ce soit du matériel ou des logiciels. Dans ces circonstances, il devient de plus en plus difficile de choisir un produit alternatif. Par définition, la concurrence est donc affaiblie dans des domaines très spécialisés.

Face à cela, il faut au moins empêcher que l'on utilise la Suisse comme une source de cash pour des entreprises qui sont de toute façon sises à l'étranger, et qui de toute façon proposent leurs services à l'étranger. On peut citer par exemple, évidemment, le secteur médical, quand on sait qu'une partie des coûts de la santé est due au fait que l'on achète bien trop cher du matériel à des entreprises étrangères, alors que l'on pourrait l'acheter moins cher à l'étranger, sans changement au niveau du produit.

Si nous souhaitons être protectionnistes, c'est-à-dire si nous souhaitons protéger la production locale, assumons-le. Mais si on est protectionniste, on dit au moins que les tarifs de douane sont perçus pour le peuple. Ici, on est protectionniste, on veut que les choses soient plus chères; cependant, on ne donne pas l'argent au peuple, mais à ces entreprises étrangères qui ont ces pratiques discriminatoires. Cela n'a absolument aucun sens.

On sait aujourd'hui que, dans la composition des prix, cette question du manque de concurrence interne ou externe – soit parce qu'il y a peu de fournisseurs en Suisse, soit parce qu'il y a peu de fournisseurs à l'étranger,



pour une prestation donnée – explique l'essentiel des grosses différences de prix que l'on a en Suisse dans certains marchés. C'est à cela que l'initiative veut répondre.

Rien n'empêche, évidemment, d'avoir des standards de qualité ou de garantir que des produits sont produits avec de bons salaires ou dans de bonnes conditions écologiques. D'ailleurs, c'est tout à fait possible: regardez les profits qui sont faits aujourd'hui par le secteur de la grande distribution! Cela démontre que, avec des vendeurs en Suisse et des produits en Suisse, il est tout à fait possible d'avoir des profits tout à fait substantiels dans de nombreux domaines.

Ici, le problème, c'est la sortie de moyens qui viennent de la Suisse vers l'étranger sans que les consommateurs n'aient de contrôle. Les travailleurs sont eux aussi des personnes qui achètent ces produits à l'étranger.

Accepter l'initiative et le contre-projet, c'est donc ce que vous propose le groupe socialiste. Evidemment, les deux sont positifs – l'initiative va un peu plus loin –, et nous vous recommandons de soutenir les deux.

J'aimerais, pour conclure, partager un dicton que m'a dit un collègue qui vient du Gros-de-Vaud, ou de la Broye plutôt, qui est: "Il pleut toujours dans les grandes gouilles". C'est exactement le problème avec la situation actuelle: cela coûte extrêmement cher au consommateur, mais si au moins cet argent était bien utilisé, ce ne serait pas une mauvaise chose. Aujourd'hui, les problèmes de concurrence qu'on a et qui font exploser les prix profitent uniquement à des grandes entreprises qui sont dominantes sur le marché et non à la population, ni à l'Etat, ni aux travailleurs. Et c'est pour cela que cette initiative est bonne, parce qu'elle va permettre de supprimer cette concurrence injuste et de retourner aux consommateurs leur pouvoir d'achat sans péjorer la vie des salariés.